

Tour de passe-passe financier sur fond de crise mondiale

Soumis par La Rédaction
05-10-2008

- I could do anything for you -

Ce slogan plein de compassion et d'espoir

ne vous évoque-t-il pas quelque chose ? À l'heure où de plus en plus de dirigeants des pays dits « développés » se ravisent et prennent conscience qu'il faut mettre un terme au laissez-faire qui prévalait jusqu'ici dans l'univers inaccessible des apôtres « du marché qui a toujours raison » ; il existe des acteurs de cette économie débridée, sans foi ni loi, qui continuent de prospérer et d'imposer leur vision du monde à travers des discours et des campagnes de publicité aseptisées ; destinées à dresser un épais écran de fumée sur les conditions dans lesquelles ils construisent leur fortune et tentent de pérenniser leurs activités, que l'on sait pourtant fatal non seulement pour l'environnement, mais plus encore, pour les populations des pays dans lesquels ils ont décidé de mettre le grappin.

Pour justifier leur existence et leurs activités, ils en appellent à deux types de discours : l'un destiné aux usagers de leur pays d'origine, et l'autre destiné à l'opinion publique des pays dans lesquels ils décident d'installer leur mécanique de mort.

À leurs usagers et clients finaux, ils disent : « La technologie est ainsi faite, en attendant de disposer d'une autre source d'énergie fiable et durable, vous n'avez d'autres choix que de continuer à vous fournir, même à prix d'or, chez nous pour pouvoir utiliser vos véhicules ou chauffer vos maisons ».

Aux populations des pays dans lesquelles ils s'installent, ils promettent « monts et merveilles » comme des créations d'emplois, l'augmentation du pouvoir d'achat ou encore le développement économique et social, et par-dessus le marché, de contribuer à protéger l'environnement.

En réalité, les seuls à réellement profiter de la manne financière, qui à l'échelle des pays concernés ne représente quasiment rien, sont les dirigeants, ceux qui accordent les autorisations, qui octroient les terres à ces multinationales, cela le plus souvent dans la plus grande opacité, sans consultation ni débat national.

Pire, ces multinationales - souvent peu regardantes quand il s'agit de démocratie et de droits de l'homme - de par leur politique et autres stratégies commerciales, contribuent à consolider et à pérenniser de véritables dictatures, existantes ou naissantes. Les intérêts des pays et surtout ceux des populations qu'ils investissent, passent alors au second plan, car la chose qui les intéresse par-dessus tout, ce sont les énormes profits qu'ils comptent réaliser, et pour cela, aucun frein ou obstacle ne doit venir entraver leurs activités.

Ces multinationales savent pertinemment que le meilleur moyen de parvenir à ce statu quo, à ce calme apparent, c'est d'alimenter en moyens divers et variés les régimes les plus durs, ceux pour qui la liberté d'expression et d'opposition sont des crimes qu'il faut punir le plus durement possible.

Des exemples de ce type d'entente, il en existe partout dans le monde, que ce soit en Afrique ou en Asie, avec toujours le même scénario, les mêmes plaintes des populations et la même arrogance du côté des plus forts, qui par divers moyens, comme la publicité et la réclame, essayent de faire croire qu'ils sont la panacée et que sans eux, point d'avenir pour la planète et pour les hommes.

C'est aujourd'hui le cas à Madagascar, avec une flopée de multinationales trop heureuses d'être tombées sur un régime dont la misère intellectuelle et la fainéantise ne lui ont pas permis de trouver d'autres voies que celles de se faire dépouiller de ses matières premières stratégiques pour assurer les moyens financiers indispensables à sa pitreuse existence.

Non seulement la stratégie des dirigeants est cousue de fil blanc, mais en plus ils espèrent nous faire croire que derrière leurs décisions, ils auraient la ferme intention de parvenir au développement. Il faut cependant vraiment être naïf pour ne pas comprendre qu'aucun des contrats liant les multinationales et Madagascar n'est favorable à ce dernier. Cela est tellement vrai que même une fois les chiffres et les projections publiés, il existe encore des idiots pour croire qu'ils ont fait une bonne affaire.

C'est cette mentalité arriérée qui continue d'être fatal à l'avenir de Madagascar et de sa population la plus pauvre, celle là même qui est privée d'information et d'analyse ; si bien qu'elle se laisse le plus souvent impressionner par les discours et les campagnes de publicités concoctées par des stratèges qui n'ont aucune idée des réalités du terrain, si ce n'est qu'ils ont à faire à un pays et à une population en détresse, donc incapable de mesurer les conséquences des décisions prises par leurs dirigeants, qui eux-mêmes ont fondé toute leur gouvernance sur le mensonge et la manipulation.

Il existe pourtant plusieurs alternatives, et nous en avons présenté quelques pistes à travers notre projet de société, qui démontre par ailleurs que la pratique d’une politique basée sur des principes démocratiques est indissociable de toute idée de développement.

Le régime actuel est loin du compte avec pour dernier avatar celui d’accuser de « terroristes » tous ceux qui ne veulent pas leur accorder un chèque en blanc. C’est dire le degré de folie atteint en quelques années de gouvernance, passées à brasser du vent et à « faire boutique de son cul ».

Il ne faut cependant pas désespérer, car rien n’est immuable en ce bas monde. Le système « ultra capitaliste » longtemps considéré comme ce qui se faisait de mieux, a fini par implorer. L’arrogance à laisser la place à la honte ; les valeurs autrefois magnifiées se sont avérées aussi creuses et aussi vides que les caisses des plus grandes banques d’affaires aujourd’hui en perdition, réclamant fiévreusement de l’aide à ceux, à qui, hier encore, ils donnaient des leçons de morale et de conduite.

Pour finir, une petite animation qui pose la question de savoir pourquoi les « fils de pub », chers à Jacques Séguéla, n’ont pas intérêt à dévoiler l’envers du décor.

La Rédaction